

COMMISSION NATIONALE DE DÉONTOLOGIE DE LA SÉCURITÉ

Saisine n°2007-118

AVIS

de la **Commission nationale de déontologie de la sécurité**

à la suite de sa saisine, le 16 octobre 2007,
par Mme Marie-Renée OGET, députée des Côtes d'Armor

La Commission nationale de déontologie de la sécurité a été saisie, le 16 octobre 2007, par Mme Marie-Renée OGET, députée des Côtes d'Armor, des conditions de l'interpellation par des fonctionnaires de police, le 14 août 2007, de M. G.L.P., et des conditions de sa garde à vue au commissariat de Courbevoie les 14 et 15 août 2007.

La Commission a examiné les pièces de la procédure.

La Commission a auditionné le réclamant, M. G.L.P.

> LES FAITS

Le 14 août 2007, vers 20h40, après être descendu du train en provenance de Saint-Lazare, en gare de Bécon-Les-Bruyères, M. G.L.P. s'est approché de trois personnes qui lui semblaient être des fonctionnaires de police en civil. M. G.L.P. leur a demandé s'ils étaient policiers, comment il se faisait qu'il y avait autant de contrôles de police ces derniers mois et s'ils agissaient sur requête du procureur de la République. Il a ajouté que même la presse, au sujet de ces contrôles, n'hésitait pas à parler de « rafles ».

L'une des trois personnes a répondu qu'ils étaient policiers et qu'ils agissaient effectivement sur réquisition du procureur de la République. M. G.L.P. leur a demandé s'il pouvait voir cette réquisition, et les policiers lui ont répondu qu'il pouvait la consulter au commissariat de Courbevoie.

Selon M. G.L.P., un troisième policier qui jusqu'alors n'avait pas participé à la discussion, s'est approché de lui, lui présentant sa carte de police et lui demandant de présenter ses papiers. M. G.L.P. a alors protesté en effectuant un pas de recul. Les policiers lui ont dit que puisqu'il refusait de présenter ses papiers, ils allaient invoquer une rébellion et l'emmener au commissariat. Ils l'ont ensuite poussé contre un mur, fait tomber à terre et menotté. M. G.L.P. a alors précisé qu'il avait des problèmes cervicaux. Un policier a montré une trace sur sa joue, que M. G.L.P. a identifiée comme étant une ecchymose. M. G.L.P. aurait alors supposé qu'un autre policier avait frappé son collègue, afin d'accuser par la suite M. G.L.P. de violences.

M. G.L.P. a ensuite été conduit au commissariat de Courbevoie. Lors du transport dans le véhicule de police, M. G.L.P. a évoqué le décès, rapporté par la presse, d'une personne placée en garde à vue deux ans auparavant au commissariat de Courbevoie.

Au commissariat, lors de la signalisation vers 3h30 le 15 août 2007, M. G.L.P. affirme avoir été violemment poussé par un policier alors qu'il se tenait debout, et être tombé sur son genou gauche. Il en a résulté une ecchymose sur le genou, qui aurait été constatée par le médecin lors de l'examen médical demandé suite aux déclarations de M. G.L.P.

Les pièces de procédure transmises à la demande de la Commission présentent une version différente des faits :

Il apparaît à la lecture des procès-verbaux des trois fonctionnaires de police présents lors du contrôle d'identité que M. G.L.P. a refusé de présenter ses papiers d'identité à deux reprises : il a refusé de les présenter une première fois, s'est retourné et a commencé à partir ; les policiers l'ont rattrapé et ont réitéré leur demande et M. G.L.P. a continué à marcher en affirmant qu'ils n'avaient pas à contrôler son identité, refusant ainsi une seconde fois de présenter ses documents d'identité. Le policier a alors saisi le bras de M. G.L.P., qui a effectué un geste pour se dégager. Lors de l'interpellation, M. G.L.P. s'est débattu, a résisté, puis s'est mis à interpellier les passants et à crier. En se débattant, il a porté un coup à l'un des policiers. Il ressort du procès-verbal d'audition du policier en question que ce coup n'était pas très fort et non délibéré ; aussi, le policier dit ne pas avoir été blessé et n'a pas souhaité faire établir de certificat médical.

Un rapport de comportement mentionne que M. G.L.P., pendant la signalisation, s'est levé, disant qu'il allait retourner dans sa cellule. Deux policiers, dont le chef de poste, sont intervenus l'un après l'autre pour l'empêcher de sortir du local et lui ont demandé de retourner immédiatement s'asseoir. M. G.L.P. a refusé à deux reprises de retourner s'asseoir, a répondu qu'ils n'avaient pas à lui donner d'ordre et qu'ils n'étaient pas ses supérieurs. M. G.L.P. s'est agrippé à l'encadrement de la porte pour ne pas reculer. Le chef de poste a alors saisi M. G.L.P. par le bras pour le reconduire à sa place ; celui-ci a opposé une résistance, il a alors trébuché, sans tomber.

Le médecin requis ayant examiné M. G.L.P. n'a pas constaté de lésions traumatiques.

> AVIS

Sur le contrôle d'identité de M. G.L.P. :

Conformément à l'article 78-2 du Code de procédure pénale, les policiers, qui agissaient sur réquisition du procureur de la République de Nanterre, pouvaient contrôler l'identité de toute personne se trouvant à Courbevoie, gare de Bécon-Les-Bruyères, le mardi 14 août 2007, de 16h00 à 22h30, a fortiori de procéder au contrôle d'identité de M. G.L.P.

Sur l'interpellation de M. G.L.P. :

Au regard des propos outrageants tenus par M. G.L.P. à l'égard des policiers, puis de son refus de présenter ses documents d'identité, son interpellation était justifiée.

Le fait que M. G.L.P., après s'être spontanément approché des policiers et après leur avoir posé plusieurs questions, se soit soudainement reculé en protestant, lorsque le policier lui a demandé de présenter ses documents d'identité, était susceptible d'être interprété par les fonctionnaires de police comme une volonté de se soustraire au contrôle d'identité. Le recours à la force était alors nécessaire.

Quant à la proportionnalité du recours à la force, la Commission constate que le certificat médical de compatibilité avec la garde à vue ne fait pas état de lésions externes.

Quant à l'hypothèse selon laquelle un policier aurait porté un coup à l'un de ses collègues afin d'accuser M. G.L.P. de violences, M. G.L.P. n'a pas apporté d'élément de force probante permettant de confirmer ses allégations peu crédibles.

Sur les allégations de violences dont M. G.L.P. aurait fait l'objet pendant sa garde à vue :

En ce qui concerne les allégations de violences dont aurait été victime M. G.L.P. pendant sa signalisation, à savoir le fait d'avoir été violemment poussé par un policier et d'avoir ainsi été blessé au genou dans sa chute; le deuxième examen médical, qui avait pour objet de constater la blessure, ne corrobore pas les violences qu'auraient subies M. G.L.P.

La Commission ne constate pas de manquement à la déontologie de la sécurité.

Adopté le 17 mars 2008.

Pour la Commission nationale de déontologie de la sécurité,

Le Président,

Roger BEAUVOIS

Conformément à l'article 7 de la loi du 6 juin 2000, la Commission a adressé cet avis pour information au ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales.